

Une marche contre l'ignominie impériale



La Havane, 17 décembre (RHC) Le 20 décembre, il restera exactement 30 jours au mandat de l'actuelle administration américaine.

Loin de tenir sa promesse électorale concernant les relations avec Cuba, le président Joseph Biden, au cours de ses quatre années de mandat, a maintenu en vigueur et appliqué presque toutes les mesures draconiennes de coercition économique imposées par l'administration Trump, et en a approuvé d'autres, comme la récente législation légalisant le vol éhonté de la marque Havana Club sur le marché étasunien.

La politique de pression maximale appliquée, dont la pierre angulaire est le renforcement du blocus, a eu des effets nettement dommageables sur la qualité de vie du peuple cubain, son accès à la nourriture, aux services de santé, aux médicaments, à un logement décent et à de nombreux biens essentiels, et a provoqué la migration de milliers de personnes, parfois dans des conditions extrêmement risquées.

C'est la concrétisation rigoureuse du dessein de l'action impérialiste à l'égard de Cuba, esquissé dans le

célèbre mémorandum du sous-secrétaire d'État adjoint, Lester Mallory, il y a 64 ans, qui définissait que le seul moyen d'affronter la révolution cubaine « ... est le désenchantement et l'insatisfaction découlant du malaise économique et des difficultés matérielles... tous les moyens possibles doivent être rapidement employés pour affaiblir la vie économique de Cuba... une ligne d'action qui, en étant aussi habile et discrète que possible, atteindra les résultats souhaités... une ligne d'action qui, en étant aussi habile et discrète que possible, atteindra les résultats souhaités... ».

Cette ligne d'action, aussi habile et discrète que possible, vise à réaliser le plus grand progrès possible en privant Cuba d'argent et de fournitures, à réduire ses ressources financières et ses salaires réels, à provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement ».

Depuis lors, la stratégie a consisté non seulement à apporter la faim et la misère au peuple cubain, mais aussi et surtout à essayer de faire croire que la cause de ces malheurs est la « gestion inefficace » du gouvernement cubain, et non les soi-disant « sanctions » de Washington.

Mais les chiffres sont clairs et montrent qui freine le développement nécessaire de la nation cubaine. Le blocus affecte notre peuple à hauteur de plus de 421 millions de dollars par mois, plus de 13,8 millions de dollars par jour et 575 683 dollars de dommages pour chaque heure de son application.

Le blocus est le système de mesures économiques coercitives unilatérales et extraterritoriales le plus complet et le plus prolongé jamais appliqué à une nation.

« Aucun pays, même avec des économies beaucoup plus prospères et robustes que celle de Cuba, ne pourrait faire face à une agression aussi impitoyable, asymétrique et prolongée sans que le niveau de vie de sa population, sa stabilité et sa justice sociale n'en pâtissent considérablement », indique le rapport présenté par Cuba cette année à l'Assemblée générale des Nations unies, où l'écrasante majorité des pays membres de l'ONU a condamné cette politique de force et d'asphyxie.

Outre les dommages considérables causés à l'économie, aux finances et au commerce par cette politique aberrante, il y a les mesures restrictives découlant de la décision d'inclure Cuba, de manière perfide, dans la fameuse liste arbitraire et illégitime des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme. Il s'agit d'une démarche perverse de l'administration Trump, quelques jours avant de quitter la Maison Blanche.

Cette désignation est cynique, car Cuba, loin de parrainer le terrorisme, a été et est victime d'activités terroristes récurrentes financées et organisées depuis le territoire américain, avec l'assentiment des autorités américaines.

Cuba a une position claire et ferme contre le terrorisme sous toutes ses formes. Elle a servi d'intermédiaire clé dans les pourparlers de paix entre le gouvernement colombien, l'ELN et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), dans le même esprit qu'il y a dix ans, lorsqu'elle a appelé les États membres de la CELAC à déclarer la région zone de paix, « sur la base du respect des principes et des normes du droit international ».

Il s'agit d'un acte cruel car il vise à maximiser les souffrances du peuple cubain. L'inscription de notre pays sur la liste des nations qui soutiennent le terrorisme n'entrave pas seulement les transactions internationales, les obstacles à l'exportation et les restrictions financières, ou l'assistance au pays en matière d'aide humanitaire, mais elle menace ou pénalise également les citoyens des pays qui jouissent de ce privilège pour se rendre à Cuba, ce qui inclut les ressortissants cubains. Elle entrave également les transactions bancaires des personnes physiques et des nouveaux acteurs économiques non étatiques.

Elle empêche la conclusion de contrats de services en ligne et restreint les échanges universitaires et scientifiques.

En mai 2024, le département d'État a retiré Cuba de la liste des États qui « ne coopèrent pas pleinement » avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, soulignant ainsi le caractère infâme et opportuniste de la désignation de 2021.

En mai 2024, le Département d'État a retiré Cuba de la liste des États qui « ne coopèrent pas pleinement » avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, mettant ainsi en évidence le caractère infâme et opportuniste de la désignation de 2021.

Pour défendre ce changement d'attitude rationnel, le secrétaire d'État, Antony Blinken, a non seulement argumenté la position actuelle du gouvernement colombien, mais a également souligné la coopération policière de Cuba et l'inexistence d'éléments terroristes sur le territoire cubain.

Mais cela ne suffit pas. Cuba continue de souffrir de son exclusion cynique, cruelle et illégale de l'économie et de la finance internationales, étant donné sa présence continue sur la liste arbitraire des sponsors présumés du terrorisme.

Le président Biden peut mettre fin à ce mensonge et répondre à l'appel de dizaines de gouvernements, de nombreux anciens présidents et premiers ministres, de centaines de parlementaires, de la Conférence des évêques catholiques des États-Unis et d'autres chefs religieux, ainsi que de milliers d'organisations du monde entier et des États-Unis eux-mêmes.

Au cours des derniers jours de son mandat, le président Biden peut retirer Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme ; il en a le pouvoir. S'il veut laisser un héritage de décence dans les derniers jours de sa vie politique, il peut prendre cette mesure symbolique. Il est encore temps de le faire.

Le peuple cubain continuera à lutter contre l'agression injuste, contre le blocus génocidaire, contre la manipulation et le mensonge, contre les listes fallacieuses et coercitives, contre les millions de fonds destinés à subvertir l'ordre interne et à alimenter les opérations de désinformation, et exigera de toutes ses forces la justice et la paix pour Cuba et pour notre monde.

C'est ce qu'elle fera le 20 décembre, lorsque, en son nom, le peuple de la capitale défilera dans une Marche des combattants le long du Malecon de La Havane, pour exprimer, devant l'ambassade des États-Unis, sa demande de fin de l'hostilité, sa condamnation de l'ignominie impériale et son irréductible esprit de lutte et de victoire.

Nous marcherons avec la profonde conviction, inculquée par Fidel, qu'il n'existe aucune force au monde capable d'écraser la force de la vérité et des idées. (Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/372274-une-marche-contre-lignominie-imperiale>



Radio Habana Cuba